

## Éducation spécialisée en danger !

Lors de la dernière réunion du Conseil Municipal Pascal Didsch a interrogé le Maire **sur les dangers de suppressions de postes d'enseignants spécialisés (RASED) dans l'Education Nationale**. Ces suppressions consistent à remettre en cause l'avenir des enfants en difficulté. Dans sa réponse le maire a repris le discours officiel, affirmant que les 3 000 postes « ne disparaîtraient pas, mais seraient sédentarisés dans les écoles ». Ce même discours a été tenu à une délégation d'enseignants reçue en mairie.

**La vérité est toute autre.** Les mobilisations importantes des parents, des enseignants et des élus ont fait que le Ministre est revenu partiellement sur ses projets.

Néanmoins, ce sont près de 33 postes spécialisés qui pourraient être supprimés dans l'ensemble de l'Eure. **Ils reculent, ne lâchons rien**, il faut élargir la brèche, n'oublions pas que l'éducation reste un terrain privilégié de convergences et de luttes contre la politique de ce gouvernement que soutient le Maire. Privé ou public, la crise ne fera pas de différence, **c'est bien « tous ensemble » qu'il faut lutter.**

## OPAH : + 2 ans

L'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH), est **prolongée de deux années**. La rénovation des logements, la lutte contre l'habitat indigne, la remise sur le marché de logements vacants, la valorisation des façades, le diagnostic de performance énergétique et la maîtrise des charges et économies d'énergie, sont **autant d'actions qui peuvent bénéficier de soutiens financiers de l'ANAH, du Conseil Général et de la ville de Bernay**. Renseignez-vous, peut-être êtes-vous concernés !

### Qui décide ?

Trois projets de rénovation du centre ville ont été présentés récemment. Face à la faible participation des Bernayens due à une information étriquée et restée confidentielle, **nous avons obtenu que ces projets soient de nouveau présentés à la Médiathèque**. C'est maintenant chose faite. **Il faut y aller et donner votre sentiment**. C'est, en effet, dans les prochaines semaines que **le choix d'un**

**projet sera arrêté** même si, l'agenda de la ville, semble montrer **le contraire**. Si tel était le cas, ce serait, une fois de plus, la démonstration, que l'avis de la population et l'avis du Conseil Municipal ne servent à rien puisque **tout a déjà été décidé dans le secret des bureaux municipaux...**

**Drôle de conception de la démocratie participative !**

## CONTACT

Gilles Launay - 06 77 27 87 17

www.agirpourbernay.fr - gilles.launay@agirpourbernay.fr

dialoguer innover partager  
**POUR BERNAY, POUR VOUS**

*En ces temps que l'on nous annonce  
difficiles, nourrissons, ensemble, cet espoir  
de lendemains meilleurs,  
plus justes et plus fraternels.*

*Avec toute l'équipe d'Agir pour Bernay,  
j'ai le plaisir de vous présenter tous nos vœux  
de bonne et heureuse année 2009.*

*Très Cordialement,  
Gilles Launay*



### En attendant le printemps

Après le jugement du Tribunal Administratif de Rouen qui a rendu **M.Maurey inéligible pour un an et annulé les élections municipales de Bernay**, le maire a fait appel de cette décision et a saisi le Conseil d'Etat. Gilles Launay, fin Décembre, a répondu au mémoire en appel. Le dossier étant maintenant complet **la date de l'audience**

**devrait être connue rapidement** pour une décision vraisemblablement prise au printemps. Cela étant, peu de nouveautés et les éléments qui ont conduit à la décision du Tribunal Administratif restent plus encore d'actualité. Gilles Launay et Vincent Mesnildrey, son avocat, ont enrichi le dossier pour apporter au Conseil d'Etat **la vision la plus exacte possible des dérapages de l'équipe en place.**

## La Région soutient le Pôle d'Echanges

Lors du dernier Conseil Municipal, le projet de Pôle d'Echanges qui consiste à réaménager les abords de la gare a de nouveau été évoqué. Même si certains aménagements nous laissent dubitatifs (deux ronds points, place de Verdun), la volonté de la Région de réaliser, pour les gares régionales, des plates-formes accueillant les différentes formes de transport nous semble intéressante. Le fait que la ville de Bernay s'engage aussi dans ce processus nous apparaît donc tout aussi logique.

De plus, la Région, pilotée par Alain Le Vern, augmente sa participation financière au projet pour la porter à 1 500 000 €, ce qui a fait dire à Gilles Launay « Je regrette le faible investissement de l'Etat (75 572 €). Il faut remercier chaleureusement les Présidents Le Vern pour la Région et Destans pour le Conseil Général pour leurs participations financières importantes, respectivement de 1 500 000 € et de 300 000 € pour un projet estimé à 3 015 000 € ». Peu d'écho pourtant à cette suggestion, n'est-ce pas parce que M. Le Vern et M. Destans sont les amis de M. Launay ?

**Du lien piétonnier**  
Le Conseil Général, sous la présidence de Jean-Louis Destans, a accepté de céder gratuitement à la ville de Bernay, une parcelle de terrain formant la berge de la Charentonne au droit du CIO, entre le Bd Dubus et le parking de la médiathèque. Cette acquisition permettrait de créer un cheminement piétonnier le long de la Charentonne pour relier en douceur le centre ville à la voie

verte. Ce projet nous a semblé intéressant dans l'unification progressive des différents circuits dévolus aux piétons.

**Lorsque c'est bien, il faut le dire !**

## Du haut des Monts

De la même façon, depuis 1998 date du vote par le Conseil municipal de la réfection de l'escalier des Monts, nous n'avons eu de cesse de réclamer l'engagement des travaux. Dix ans après, c'est aujourd'hui chose faite et il faut s'en féliciter. Les Monts, si chers aux Bernayens, sont de nouveau accessibles par l'escalier réalisé de façon originale, même s'il est un peu abrupt et difficile la nuit ! Il reste, maintenant, à se pencher sur le devenir des sentiers principaux et secondaires. En effet, il ne faudrait pas que ce bel escalier débouchât sur une « forêt vierge ».

## Complexe culturel recherche site

La ville de Bernay après un accord unanime du Conseil Municipal a décidé d'engager une étude pour la réalisation d'un complexe culturel polyvalent. Recenser les besoins, examiner les sites possibles d'implantation, sont les principaux objectifs du bureau qui sera chargé de rendre ses conclusions. C'est encore une étude, pourrait-on dire !

Certes, mais connaître de façon plus précise les scénarii est un élément de choix important, même si beaucoup pensent que le site des anciens établissements Varin-Pichon répondrait à la demande. D'autres estiment que la faiblesse des effectifs dans les écoles bernayennes pourrait libérer l'école Jules Ferry et donner ainsi l'espace

nécessaire à une implantation. **Le débat est ouvert, espérons que l'étude sera rendue publique de façon à ce que les Bernayens s'emparent du débat.**

**Trop de contraintes !**  
La création d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager (ZPPAUP) nous a conduit à ne pas voter ce projet. Nous avons estimé plus contraignante encore l'instauration d'une telle zone par rapport à la situation actuelle. En effet, aujourd'hui, les propriétaires sont soumis à certaines prescriptions lorsque leurs propriétés se trouvent dans un périmètre de 500m autour des édifices classés monuments historiques (ex : l'église Ste Croix...). Si l'architecte des bâtiments de France peut parfois apparaître tatillon, ses décisions sont toujours contestables auprès d'une commission régionale. Une ZPPAUP encadre de façon stricte, sans dérogation, l'urbanisme situé dans son périmètre. Nous avons considéré que l'obtention du label « Ville d'Art et d'Histoire » ne valait pas l'ajout de contraintes supplémentaires pour les propriétés concernées.

## Un endettement dangereux

En fin d'année, il est de tradition d'ajuster les comptes de la ville en procédant à ce qu'on appelle des « virements de crédits ». Si, en règle générale, il s'agit d'opérations de portée financière limitée, le dernier Conseil Municipal de l'année n'aurait pas dérogé à cette règle si l'on en croit l'exposé de l'adjoint aux finances. Mais il n'a pas échappé à Gilles Launay et à ses co-listiers que la modification financière proposée comportait une information importante. En effet, **30 000 € d'intérêts supplémentaires ont été inscrits**. C'est une décision inhabituelle puisque chaque année, au moment de l'établissement du budget en Mars 2008, l'annuité de la dette (intérêts et capital) payée par la ville est connue. Pourquoi 30 000 € de plus ? La crise financière est passée par là... **La ville a conclu des emprunts à taux variables et la facture s'élève à 30 000 €,**

sûrement plus en année pleine. Parallèlement, la ville bénéficie d'une ligne de trésorerie, autrement dit d'un découvert. Celui-ci a été mobilisé sur l'ensemble de l'année (1 400 000 € de Janvier à Juin et 1 200 000 € de Juillet à Décembre).

Bien sûr, cela a un coût : 38 000 € d'intérêts pour l'année 2008. **Ce sont donc plus de 68 000 € qui vont aller rejoindre les poches des banquiers.** Le déséquilibre des finances de la ville s'accroît donc. Les décisions de l'Etat et des amis de M. Maurey vont contribuer à aggraver la situation par des dotations moindres. On continue à nous annoncer de grands projets : 5 millions d'Euros pour la place de Verdun et la gare, 3,5 millions d'euros pour rénover le centre ville, un complexe culturel, une ville d'art et d'histoire...

## Mais qui va payer ?

- L'emprunt ? La ville a atteint ses limites puisque nos ressources propres ne couvrent même pas l'annuité d'emprunt.

- Le découvert ? Cela a un coût important.

- La cession des biens municipaux ? **M. Maurey a déjà tout vendu.**

- La restriction des services municipaux ? Les services sont depuis longtemps au régime sec : la preuve **la ville est de plus en plus sale.**

- L'augmentation des tarifs municipaux ? Depuis 10 ans, ils ont augmenté de 30%, et +3% en 2009. Or M. Maurey se targue depuis son arrivée à la mairie de Bernay, en 2001, de n'avoir augmenté les impôts que de 10%.

Pourtant, **une solution existe, celle d'augmenter les ressources fiscales de la ville :**

- en accueillant des entreprises nouvelles,  
- en valorisant notre cadre de vie pour construire et donner ainsi du travail à nos artisans et entreprises du bâtiment,  
- en valorisant plus encore notre centre ville pour le rendre plus accueillant encore et de favoriser notre commerce.

Ce sont des pistes importantes qu'il nous faut explorer... **La situation financière que va nous laisser M. Maurey est assez grave pour que le temps soit venu de mobiliser toutes les énergies.**

